



11-01-2016

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#)

[NBB.stat](#)

[Information générale](#)

### Comptes non financiers des secteurs institutionnels, 3<sup>e</sup> trimestre 2015

Ce 11 janvier 2016, l'ICN publie l'estimation des comptes non financiers trimestriels des secteurs pour le troisième trimestre de l'année 2015. Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC 2010.

#### INDICATEURS CLÉS

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

Ménages <sup>1</sup>				Sociétés non financières	
		Taux d'épargne (%)	Taux d'investissement (%)	Taux de marge (%)	Taux d'investissement (%)
2012	I	12,9	9,9	40,3	24,7
	II	14,0	9,8	40,2	25,0
	III	13,9	9,8	40,2	24,9
	IV	13,1	9,7	39,7	24,3
2013	I	12,3	9,5	40,1	24,5
	II	12,3	9,5	40,5	24,4
	III	12,3	9,4	40,3	24,7
	IV	12,3	9,5	40,1	24,6
2014	I	12,0	9,8	40,4	24,9
	II	12,8	9,9	40,4	25,3
	III	12,3	10,0	41,0	28,1
	IV	13,0	10,1	40,7	25,7
2015	I	12,6	9,9	40,9	29,4
	II	12,1	9,8	41,3	24,9
	III	11,7	9,8	41,8	24,9

<sup>1</sup> Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.

#### **Diminution du taux d'épargne des ménages**

Au troisième trimestre de 2015, le revenu disponible des ménages s'est légèrement tassé (-0,1 %) alors que leurs dépenses de consommation finale progressaient de 0,4 %. Par conséquent, le taux d'épargne brut a diminué de 0,4 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 11,7 % du revenu disponible.

Le tassement du revenu disponible des ménages s'explique principalement par une augmentation des impôts courants sur le revenu et le patrimoine. En effet, à la suite de la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État, la procédure d'enregistrement des rôles a été retardée de deux mois par rapport aux années précédentes. Par un effet de rattrapage, les impôts directs à charge des ménages ont dès lors fortement progressé au cours du troisième trimestre.

Les autres composantes du revenu, qu'il s'agisse de la rémunération des salariés, des revenus des indépendants et revenus locatifs, des transferts courants et revenus de placements ou encore des prestations sociales, ont chacune apporté une contribution légèrement positive à l'évolution du revenu disponible, sans compenser entièrement l'effet pénalisant de la hausse des impôts.

#### **Stabilisation du taux d'investissement des ménages**

Au cours de ce troisième trimestre, les dépenses d'investissement des ménages (construction et rénovation de logements et formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) ont diminué de 0,3 %. Au total, étant donné la réduction de leur revenu disponible, le taux d'investissement des ménages s'est stabilisé par rapport au trimestre précédent, à 9,8 % du revenu disponible.

#### ***Progression du taux de marge des sociétés non financières***

Au cours du trimestre sous revue, la valeur ajoutée brute des sociétés non financières s'est accrue de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. Les rémunérations des salariés et impôts nets des subventions sur la production, quant à eux, se sont tassés de 0,2 %. Ces évolutions ont eu une incidence positive sur l'excédent brut d'exploitation, qui a progressé de 1,9 %. L'excédent brut d'exploitation ayant augmenté plus vite que la valeur ajoutée brute, le taux de marge des sociétés non financières affiche une hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent, pour se fixer à 41,8 %.

#### ***Stabilisation du taux d'investissement des sociétés non financières***

Alors que la valeur ajoutée brute des sociétés non financières progressait de 0,7 % au cours du trimestre sous revue, leurs investissements augmentaient également de 0,7 %. Par conséquent, le taux d'investissement des sociétés non financières est resté inchangé par rapport au trimestre précédent (24,9 %).

#### ***Amélioration du solde de financement des administrations publiques***

Au terme du troisième trimestre de 2015, le solde de financement SEC 2010 des administrations publiques s'est établi à -2,5 % du PIB, contre -3,1 % du PIB au trimestre précédent.

Par rapport au trimestre précédent, les recettes corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier ont augmenté de 1,1 %. Cette augmentation des recettes ne concerne que les recettes fiscales. Les recettes non fiscales et parafiscales, quant à elles, ont enregistré une légère baisse. Quant aux dépenses publiques, elles sont restées stables (0,0 %), la hausse des prestations sociales et d'autres postes de dépenses étant contrebalancée par la diminution des transferts aux autres secteurs. En conséquence de ces évolutions, le solde de financement des administrations publiques s'est amélioré au cours du trimestre sous revue.

#### **Définitions**

- Le taux d'épargne brut des ménages est défini comme l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que la dépense de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est défini comme la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements consentis par les indépendants et les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est défini comme la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est défini comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Les soldes sectoriels mesurent la capacité ou le besoin de financement de chacun des grands secteurs de l'économie (ménages, sociétés et administrations publiques). Un solde positif signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de ses ressources et de ses dépenses, le secteur considéré a la possibilité d'augmenter ses actifs financiers et /ou de réduire ses engagements financiers. A l'inverse, un solde négatif témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières.
- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations de trimestre à trimestre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.